

Courrier d'outre-mer : Chiapas, Mexique

Autor(en): **Dupont, Louise**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **89 (2001)**

Heft 1448

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282167>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Courrier d'outre-mer

Chiapas, Mexique

Décembre 2000

Chères amies et camarades de la lutte féministe,

Voilà déjà plusieurs semaines que je suis loin, ça passe très vite. Ce que je vis ici est intense, la réalité y est dense, faite de découvertes et de constats particulièrement forts émotionnellement. Je travaille actuellement avec des femmes indiennes artisanes et paysannes, avec lesquelles je réalise un atelier d'alphabétisation. Cet atelier est une demande qui vient des femmes indiennes elles-mêmes, ce qui est très bien, même si je n'ai aucune idée sur la manière de procéder! Merci la formation universitaire...

Avec le changement de président, la situation actuelle au Chiapas est délicate et tendue pour beaucoup de personnes engagées dans la résistance. Le discours du pouvoir est à deux faces (bien connues): les promesses de paix et de démocratie d'un côté, le programme ultra libéral de l'autre. Certaines organisations politiques craignent de se retrouver isolées parce qu'elles tentent de maintenir un discours critique et radical devant la perspective d'une démocratie de paille (actuellement, les militantEs dénoncent l'existence de mille prisonniers-ères politiques).

Des journées de travail de dix-huit heures

Les femmes qui se battent depuis leurs communautés indiennes sont impressionnantes: certaines m'ont affirmé avec un cynisme et un radicalisme à vous faire pâlir qu'elles ne croient en aucun politicien et que toute cette mise en scè-

ne du pouvoir, c'est de la foudroyante contre laquelle elles ont bien l'intention de continuer à lutter. Ce sont ces mêmes femmes qui sont souvent illettrées, qui mettent au monde et élèvent en moyenne huit enfants dans leur vie, qui travaillent dix-huit heures par jour, qui ont un frère ou un mari en prison, qui se «nourrissent» de maïs et de haricots, etc. Il est assez difficile de ne pas se sentir rapetisser devant autant de force, de conscience et de détermination. Les femmes que je côtoie plus régulièrement et qui sont métisses, instruites, et engagées politiquement, vivent également un quotidien très dur lié à la répression, manifestent dans le fichage politique, les menaces, et l'emprisonnement pour certaines. Ce harcèlement a pour but de torpiller leur lutte. Mais pas moyen, comme elles disent!

Dans l'Etat du Chiapas, la prise de conscience des femmes indiennes est de plus en plus importante et beaucoup de jeunes femmes réorganisent leur vie en rompant radicalement avec les aspects de la tradition qui les oppriment en tant que femmes. Celles qui s'engagent dans les organisations sociales et politiques se trouvent alors parfois prises entre deux feux: la réalité de leur communauté - qu'elles ne quittent pas complètement et à laquelle elles restent très liées - et celle de la ville, des ONG, du mode de vie des femmes métisses avec qui elles partagent une lutte féministe, antiraciste et anticapitaliste. De manière plus générale, l'exode rural des (très) jeunes femmes indiennes est de plus en plus marqué au Chiapas. Elles quittent leurs



communautés pour aller occuper les emplois précaires de domesticité et de restauration dans les villes, au Nord du pays et jusqu'aux Etats-Unis. D'après certaines camarades observatrices et militantes de longue date, ce phénomène de migration vers le Nord, qui avait jusqu'ici relativement épargné le Chiapas, semble maintenant en pleine croissance et concerne en grande partie les femmes indiennes à la recherche d'un moyen de survie.

Un génocide qui bloque l'accès à la contraception

Les femmes indiennes du Chiapas se battent sur des fronts multiples. Elles font principalement face aux problèmes de santé qui envahissent leur vie. Toutes ou presque sont malades et n'ont aucun accès au système de santé. Les grossesses à répétition sont un facteur important. Mais le génocide envers les populations indiennes et rurales bloque un réel dialogue sur l'avortement et la contraccep-

tion. Les femmes indiennes se battent contre la violence masculine physique, psychologique et sexuelle (qu'elle soit domestique, institutionnelle, ou militaire). C'est un thème tout à fait central dans les rencontres, discussions, et revendications du mouvement des femmes indiennes au Chiapas. Enfin elles travaillent et s'organisent depuis une vingtaine d'années déjà dans des coopératives (artisanes et paysannes), qui se sont construites comme une alternative économique, sociale et politique aux ravages du capitalisme. Ce réseau de coopératives féminines était déjà bien vivant avant le soulèvement zapatiste, et lui a parfois servi de base d'appui pour son développement. De son côté, le mouvement zapatiste a parfois permis de renforcer l'espace politique et la légitimité de ces coopératives, bien que les relations entre les collectifs de femmes et les dirigeants du mouvement n'aient pas toujours été sans tensions.

Enfin, il y a tellement de

choses à dire et que je n'arrive pas résumer! Il faudrait notamment pouvoir étudier le rôle de la religion qui est absolument essentiel à l'organisation des femmes indiennes dans la région. Certaines campagnes pastorales ont joué ainsi un rôle de sédimentation de la conscience féministe et des identités indiennes, malgré certaines de leurs limites du point de vue des droits individuels (et en particulier des droits sexuels) des femmes. La religion donne souvent à ces femmes un espace social où elles peuvent simplement comparer leur vécu avec celui d'autres femmes, espace social qu'elles

n'ont jamais eu car n'ayant jamais fréquenté l'école.

Bon, chères amies et camarades féministes, je vous laisse à votre lutte. Demain je vivrai la frustration de ne pouvoir participer à la manifestation contre le nouveau gouvernement néo libéral (car les observatrices-eurs étrangères-ers continuent d'être la cible de la xénophobie et de la répression étatique) - manifestation à laquelle vont participer des femmes venues de leurs communautés, ayant parcouru à l'aube plusieurs kilomètres avec leurs enfants sur le dos. Elles penseront alors peut-être à la dernière déclaration du président fraîchement élu, qui

malheureusement n'est pas une plaisanterie, même de mauvais goût: «La pacification au Chiapas permettra enfin d'y impulser le développement de l'industrie des maquiladoras»...

Louise Dupont,
observatrice au Chiapas.

Ce texte, écrit à l'origine sous la forme d'un courrier électronique à l'attention de mes amies militantes, n'avait pas comme but d'être public. Il n'a ainsi aucune prétention de rigueur ou d'objectivité, mais émane simplement de l'envie (du besoin) de communiquer à mes amies les impressions ressenties

lors de mon séjour au Chiapas. Il est écrit d'une traite, ou presque, et ne repose pas explicitement sur de la littérature (bien que certaines de mes lectures aient évidemment influencé son contenu). Il comporte beaucoup d'approximations, comme l'usage de la formule «les femmes indiennes», qui ne me satisfait aucunement et ne signifie pas grand-chose si l'on ne tient pas compte des différences et conflits politiques, culturels, ethniques qui construisent les identités complexes et multiples au Chiapas. Je me permets cependant de m'exprimer ainsi pour l'occasion inattendue qui m'est donnée ici de rendre ce petit témoignage public, ce dont je remercie chaleureusement les responsables de Femmes en Suisse.

Argentine

Nous, les Santucho

Odile Gordon-Lennox

La «guerre sale», comme les Argentins-e-s nomment la période de troubles et de répression qui a fait tant de victimes pendant les années soixante et septante, la guerre sale a décimé la famille Santucho. Dix enfants élevés avec des idées progressistes, un père notaire, notable puis député de sa province du nord-ouest, une famille gaie et unie qui bascule dans la terreur. C'est ce que nous raconte Blanca Santucho, une des survivantes de ce drame. Le père était fier de ses enfants aux idées politiques variées et les discussions étaient animées chez eux. Puis, avec les dictatures militaires, les libertés disparaissent et les positions se durcissent. L'un des frères, Roby, devient membre dirigeant de l'armée révolutionnaire du peuple (ERP) et la répression touche toute la famille. Fouilles, menaces, enlè-

vements, disparitions, emprisonnements, tortures, exécutions sommaires, tout leur arrive et les quelques rescapé-e-s ont dû s'exiler. Blanca et ses parents se sont réfugiés à Cuba puis, de 1980 à 1983 à Genève, où meurt son père. Avec le retour de la démocratie, elle rentre en Argentine.

Blanca était notaire et assistante sociale et n'avait pas été militante. Dès ses premiers jours d'exil, elle concentre ses efforts à alerter l'opinion internationale et à faire connaître la vérité sur cette guerre sale.

Elle vient de faire paraître un livre-témoignage¹, une sorte d'album de famille en mémoire d'êtres aimés. Pas de détails sur la politique - tout le contexte est connu maintenant - mais un hommage à ses frères, soeur, belle-soeur, neveux et nièces, détruits ou meurtris. En appendice, des documents, fragments de lettres, coupures de presse, poèmes...



En 1976, une junta militaire présidée par le général Videla impose à l'Argentine un régime d'exception marqué par une sanglante répression. Blanca Santucho a survécu à la «salle guerre» et témoigne aujourd'hui de ces années d'enfer.

¹ Blanca Santucho, *Mémoire: persécution d'une famille argentine*. Genève, 2000.

En vente au Conseil Œcuménique des Eglises, tel. 022/791 61 11 et chez Alba Viotto, fax 022/348 07 17.